

Extrait du ONUCI : Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire

<http://www.onuci.org>

# REVUE DE PRESSE 1er AVRIL 2009

Nouvelle page 1 <!-- p.MsoNormal {mso-style-parent:""; margin-bottom:.0001pt; font-size:12.0pt; font-family:"Times New Roman"; margin-left:0in; margin-right:0in; margin-top:0in} p.spip {margin-right:0in; margin-left:0in; font-size:12.0pt; font-family:"Times New Roman"; } span.style11 {color:#FF9900; font-weight:bold} span.reportbody1 {font-family:Tahoma; color:black} p {margin-right:0in; margin-left:0in; font-size:12.0pt; font-family:"Times New Roman"; } -->

**Le Temps : Initiative Ppte - La Banque mondiale offre 75 milliards de Fcfa à la Côte d'Ivoire :** Le conseil d'administration de la Banque mondiale vient d'approuver l'admission de la Côte d'Ivoire à l'initiative des Pays pauvres très endettés (Ppte). C'était lors de sa réunion tenue hier mardi à Washington. Par la même occasion, elle a fait don au pays de Laurent Gbagbo, d'une somme de 150 millions de dollars, environ 75 milliards de Fcfa, au titre de la gouvernance. Ce don de la Banque mondiale fait suite au prêt préférentiel de 565 millions de dollars, annoncé vendredi dernier, par le Fonds monétaire international (Fmi) sur trois ans, à la Côte d'Ivoire dans le cadre de sa facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (Frpc). Et ce, pour le programme économique destiné à atteindre une croissance durable à réduire la pauvreté et à avancer dans le programme de réformes économiques du pays. Cet état confère à la Côte d'Ivoire la possibilité de tirer immédiatement 241 millions de dollars auprès de cette institution. Le reste devant être débloqué ultérieurement.

**Le Nouveau Réveil : Affaire "Ali Baba et les 40 voleurs" : Le journaliste Gnamantêh libéré** Nanankoua Gnamantêh alias S. Epicure, journaliste au groupe de presse " Le Réveil ", est, depuis hier 31 mars 2009, un homme libre. Libre parce que le Tribunal présidé par l'honorable Koné Aissata en a décidé ainsi ; Souverainement. Mais que de stress vécu dans l'attente de cette décision.....Nanankoua Gnamantêh et le directeur de publication de "Le Repère" Eddy Péhé sont appelés à la barre. " Le tribunal, statuant publiquement et contradictoirement, et en premier ressort, déclare monsieur Eddy Péhé coupable des faits qui lui soit reprochés et le condamne à 20 millions d'amende. Dit que monsieur Nanankoua Gnamantêh est journaliste. Le déclare coupable d'offense au chef de l'Etat conformément aux articles 23, 24 (...) de la loi portant régime juridique de la presse. Le condamne à une amende de 20 millions. Ordonne la suspension de " Le Repère "pour 8 parutions. Ordonne la publication de la décision dans Fraternité-Matin. Dit que la non publication de la décision sera suivie d'une amende de 5 millions" termine madame le président avant de demander ; "monsieur le procureur, avez-vous des observations ?" Et monsieur le procureur de répondre "non madame le président, le parquet n'a pas d'observations". Alors madame le président lève l'audience et c'est la joie dans la salle. Malgré la lourdeur des amendes, le tribunal avait restitué à Gnamantêh son statut de journaliste. "Le (tribunal) dit que Nanankoua Gnamantêh est journaliste" Et c'était cela, l'essentiel. C'est donc un homme libre et restauré dans sa dignité que Nanankoua Gnamantêh est retourné à la MACA pour en ressortir aujourd'hui, en héros.

**Fraternité Matin : Retrait du gouvernement : Bédié rejoint Anaky** je saisis ce jour, le facilitateur, le Chef de l'Etat, le Premier ministre, l'Onu, l'Union africaine et la Cedeao, de la décision du Mfa d'arrêter officiellement sa participation au gouvernement comme convenu par l'Accord de Linas Marcoussis en janvier 2003», avait déclaré le 23 mars, le président du Mouvement des Forces d'avenir (Mfa), Innocent Anaky Kobena. C'était lors d'une conférence de presse intervenue 48 heures après sa libération par la Direction de la surveillance du territoire où il avait été gardé après son interpellation pour «atteinte à la sûreté de l'Etat» à la suite d'une déclaration à la télévision nationale. Comme l'avait annoncé le président du directoire du Rassemblement des houphouétistes pour la démocratie et la paix (Rhdp), Alphonse Djédjé Mady, M. Anaky Kobena a débuté effectivement ses visites aux leaders du Rhdp non seulement pour leur exprimer sa gratitude pour le soutien dont il a bénéficié durant ces moments difficiles mais aussi faire le point du processus de paix. Et la première audience que lui a accordée le président du Pdc-Rda, Henri Konan Bédié, le 30 mars a été fructueuse. Puisque le bureau politique extraordinaire qui s'est réuni, hier, au siège de ce parti à Cocody, s'est soldé par la décision de retirer, dans les heures qui suivent, les 5 ministres du Pdc du gouvernement. Cela, en guise de protestation à l'interpellation du président du Mfa et pour marquer le soutien au parti allié. M. Anaky peut déjà crier victoire même si le président du Rassemblement des républicains (Rdr) qui va également le recevoir n'est pas prêt à le suivre dans cette voie. Alassane Dramane Ouattara, président du Rdr, l'a affirmé à la tribune «L'invité des rédactions de Fraternité Matin» lundi dernier. Il a clairement dit que son parti ne voit pas de raison de retirer ses représentants du gouvernement et que son allié, Anaky, avait pris cette décision contre la ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion, Mme Bamba Hamza, de

manière autonome et en toute responsabilité. Reste aussi à avoir la position de l'Union pour la démocratie et pour la paix en Côte d'Ivoire (Udpci), autre parti membre du Rhdp.

**Soir Info : Appel a un retrait du Gouvernement. ADO : « Nous n'avons pas été contactés par Anaky »** L'appel du président du MFA à une démission en bloc du gouvernement des alliés du RHDP est tombé dans des oreilles de sourds. Alassane Dramane Ouattara estime que Anaky Kobena ne les ayant pas contactés avant de s'exprimer dans les médias, ses déclarations ne concernent que son parti, le MFA. « Il n'est pas question pour nous d'envisager un retrait du gouvernement. Nous n'avons pas été contactés par Anaky », a assené le président du RDR, Alassane Ouattara. Il était l'invité, lundi, de « Fraternité Matin » et a dû se prononcer sur les sujets d'actualité y compris les récentes déclarations à polémique de Anaky Kobena. « Si nous décidons qu'il y a des raisons fondamentales de retirer nos ministres du gouvernement, bien entendu, les organes du parti en décideraient et nous nous concerterons avec nos collègues du RHDP. Le président Anaky ne nous a pas consultés. Il a pris sa décision concernant son parti. Et par conséquent, nous ne sommes pas concernés par cette décision », a évoqué le président de parti. Alassane Ouattara s'est démarqué d'Anaky Kobena et de son appel à s'inspirer de « l'exemple de Madagascar ». Il a dit qu'il n'était pas pour « l'insurrection » ni « pour les coups d'Etat ». « J'estime que Madagascar est dans une impasse. Et d'ailleurs, Marc Ravalomanana reprend du poil de la bête. Il va représenter Madagascar (au sommet de la Sadec, ndlr). L'autre Rajoelina, est à Tananarive. L'armée le soutient. Dans quel pays sommes-nous ? Une situation pareille n'est pas possible. Moi, je trouve qu'elle est condamnable. Je le dis et je le dirai publiquement », a déclaré ADO dans ses échanges avec la rédaction de Frat Mat. Il s'est voulu plus clair, affirmant respecter le code de bonne conduite signé par les leaders : « Nous tenons beaucoup au code de bonne conduite. Je crois que je fais tout pour me conformer à cela. Et je voudrais que les autres en fassent autant ». Alassane Ouattara s'est prononcé sur des sujets comme l'idée d'une nouvelle Constitution avancée par Francis Wodié, président du PIT, l'Ivoirité, le désarmement, l'initiative PPTTE ou encore

**Fraternité Matin Drame au Félicia : Aujourd'hui, l'hommage de la Nation aux disparus" L'enquête a commencé" Une cérémonie d'hommage aujourd'hui.** Le dimanche 29 mars 2009, à l'occasion de la rencontre Côte d'Ivoire-Malawi au stade Houphouët-Boigny, comptant pour les éliminatoires combinées Coupe d'Afrique des nations (Can) et Mondial 2010, un drame s'est produit faisant 19 morts et 140 blessés. Le Président de la République porte à la connaissance de la population que la cérémonie d'hommage aux victimes, prévue dans le cadre des journées de deuil national, aura lieu le mercredi 1er avril 2009 en face du stade Félix Houphouët-boigny, côté Assemblée nationale à 15h. Sont invités à cette cérémonie: Le Premier ministre, les présidents des institutions, les membres du gouvernement, les membres du corps diplomatique, les responsables des administrations publiques, le gouverneur et les maires du district d'Abidjan, les représentants de la Fédération ivoirienne de football et du monde sportif, les représentants des communautés religieuses, les familles des victimes, les populations.

**Le Patriote : Soro Guillaume (Premier ministre) - "Un audit sera ordonné sur la sécurité et la billetterie"** Ce matin, un conseil de gouvernement extraordinaire s'est tenu. Pour faire le point et l'état des lieux sur les tragiques événements qui se sont produits au stade Félix Houphouët-Boigny. Nous avons entendu les communications du ministre du Sport, du ministre de l'Intérieur, du ministre de la Défense et du ministre de la Santé. Solidairement, le gouvernement a, bien entendu, écouté et a pris acte de toutes les dispositions que les différents ministres ont eu à prendre pour gérer la crise du stade et de ces événements douloureux. Et le gouvernement par ma voix déjà tient à exprimer ses condoléances aux familles qui ont perdu des parents dans cette situation fort regrettable. Et par la suite, le gouvernement, non seulement, s'associe mais s'implique, avec le chef de l'Etat qui a décrété trois jours de

deuil sur l'ensemble du territoire national. Le gouvernement prendra une part active dans l'organisation des obsèques des décédés. En plus, le gouvernement a décidé de prendre des mesures particulières pour faire en sorte qu'un tel drame ne se reproduise plus en Côte d'Ivoire. C'est pourquoi, tout à l'heure, j'irai voir le chef de l'Etat pour parler avec lui des conditions de la mise en place d'une commission d'enquête qui va se charger de regarder, d'analyser et d'apprécier toutes les défaillances qui ont pu conduire à de tels événements tragiques. Ensuite, le gouvernement a pris la décision de mettre en place un comité technique qui va se charger de faire l'audit sécuritaire du stade Félix Houphouët-Boigny et un audit sur le système de billetterie. Et d'apprécier tous les autres éléments techniques qui ont pu contribuer, d'une manière ou d'une autre, à la survenue de ces événements tragiques.».

**L'inter : Drame du stade Félix Houphouët-Boigny : Sécurité et billetterie Un gendarme et un policier s'expliquent" Ce qu'ils ont dit aux enquêteurs " Le témoignage accablant du parent d'un blessé** Les enquêteurs ont débuté les investigations par l'endroit où les 19 personnes ont trouvé la mort. Parlant des portes au stade Félix Houphouët Boigny, du côté de l'Assemblée nationale, du niveau des fédérations de handball et de judo, le commissaire et l'officier supérieur de la gendarmerie ont tour à tour, donné leur version des faits. Tous deux ont confirmé que ces personnes sont décédées après que le portail s'est ouvert et qu'il n'y a pas eu de jet lacrymogène. A vu d'oeil "le portail de la mort" ne présente rien d'anormal. De près, l'on constate qu'une partie du mur, juste au-dessus de cette entrée, auquel est fixé le crochet est encore fraîche et confirme que de récents travaux de réfection ont été effectués. Il ressort des explications du commissaire Osée Loguey que c'est le bris de cette partie du mur qui a fait basculer la fête dans le drame. Selon lui, il a lâché sous la pression et la bousculade a provoqué la chute des spectateurs de l'escalier de 19 marches, soit environ 8 mètres de hauteur. "Contrairement à ce qui se raconte, il n'y a pas eu de gazage de lacrymogène", a démenti le commissaire, avant de confier que il y a eu effectivement gazage au lacrymogène du côté de la tribune virage A, face à l'immeuble Atta, où ils ont enregistré 32 blessés. Même son de cloche pour l'officier supérieur de la gendarmerie qui a même ajouté que, en plus des 32 blessés, il faut compter deux des gendarmes chargés de la sécurité. A la vérité, tout cela est arrivé parce que seulement 8 tourniquets étaient ouverts sur les 21 que compte le stade. L'on comprend pourquoi l'entrée se faisant lentement, impatients, les spectateurs ont profité de l'affluence pour forcer les portails. Après que la première tentative a échoué du côté de la résidence Atta, ils sont allés du côté du virage en face de l'assemblée nationale. Après le stade, les procureurs ont rendu visite aux trois blessés encore hospitalisés au Chu de Treichville, sur les 84 admis. Avant de revenir aux blessés, M. Djédjé Ikpo Noël que nous avons trouvé au chevet de son frère aux urgences chirurgicales, a fait un témoignage accablant pour les gendarmes. "J'ai pris un ticket de 1000 fca. Je suis allé du côté lagunaire. Le gendarme qui se trouvait après le premier portail avaient plein de tickets dans sa poche, qu'il vendait à ceux qui n'en avait pas." Revenant aux blessés, il s'agit des nommés Bathogué Oté Edmond, qui souffre d'une tuméfaction du genou gauche, Koné Zana, hospitalisé pour une fracture de la cuisse gauche, et Koné Drissa, souffrant de la sensibilité des membres inférieurs. Tous hospitalisés aux urgences chirurgicales. Le Professeur Yagne Adou, chef de service des blocs opératoires, et le Professeur Anoumé Michel, adjoint au chef du service orthopédique traumatologie, ont rassuré que les malades sont pris en charge et que l'un d'eux devait subir une opération ce matin (Ndlr : dans la matinée d'hier). Les enquêteurs n'ont fait aucune déclaration. Ils s'en sont tenus uniquement au constat pour l'ouverture de l'enquête dont les résultats sont tant attendus par les Ivoiriens

**L'inter : Après le drame du stade Houphouët Boigny- La FIF menacée de sanctions** Mais l'instance suprême du football mondial a demandé un rapport complet à la Fédération ivoirienne de football, ainsi qu'aux autorités locales, « pour établir le film des événements qui se sont déroulés à l'extérieur du stade avant le match ».. Le communiqué du président Blatter indique que dès que ce rapport sera reçu, « la Fifa sera en mesure de faire de plus amples commentaires et de poursuivre ses efforts pour s'assurer que ce genre d'événements tragiques ne se reproduisent plus". Va-t-elle sanctionner la Côte d'Ivoire ? Le moins qu'on puisse dire, c'est que le président de la FIF ne se fait pas d'illusions. Membre du Comité exécutif de la FIFA, Jacques Anouma est suffisamment instruit sur la nature des décisions que prend cette institution après ce genre d'incident dans les stades. « Je pense que les décisions vont être prises. Mais nous, au niveau de la FIF, le commissaire au match a été prié de rester 48 heures en Côte d'Ivoire pour que nous puissions faire un rapport détaillé à la FIFA sur les circonstances du drame", a

déclaré lundi le patron de la FIF, avant d'ajouter : Nous sommes obligés, au niveau fédéral, de faire aussi une enquête pour que la FIFA puisse être située, parce que c'est sûr que quand ce genre de drame arrive, il y a des sanctions qui vont suivre...".

**Soir Info : Drame au stade Houphouët-Boigny- Jacques Anouma (Pdt de la FIF)« Je suis prêt à démissionner si... »** Très rapidement, les responsabilités seront situées et je suis sûr que les sanctions seront prises », a déclaré à la RTI, le président de la Fédération ivoirienne de football (FIF), Jacques Anouma. C'est dire que les conclusions de l'enquête sur le drame du stade Houphouët-Boigny, qui ont été ouvertes pour déterminer les raisons et situer les responsabilités, ne devraient pas aller sans conséquences. Elles pourraient coûter leur place à tous ceux qui se seraient rendus coupables ou complices du drame qui a endeuillé la Côte d'Ivoire, dimanche dernier. En tout cas du côté de la maison de verre à Treichville, « les coupables devront assumer », selon Jacques Anouma. Mais mieux, le premier responsable du football n'a pas fait de mystère sur son cas. Il se dit prêt à rendre le tablier. « S'il est établi que c'est moi le responsable, je n'hésiterai pas un seul instant, je m'en irai », assure le président de la FIF. Jacques Anouma très peiné ne veut surtout pas que ce drame reste impuni. Il veut surtout que les responsabilités soient situées afin que de tels actes ne se reproduisent plus. « Nous sommes tous consternés et nous prendrons les mesures nécessaires pour que de tels actes ne se produisent plus », conclut-il.

**L'inter : Restauration de l'autorité de l'Etat-- Les com-zones s'accrochent à leurs postes** Après le rendez-vous manqué du 4 mars dernier, le Premier ministre assurait que la passation des charges aurait bel et bien lieu. Il n'a fait aucune précision sur la date. Mais sur le terrain, la réalité entre en flagrante collision avec la volonté du secrétaire général des Forces nouvelles. Les com-zones continuent d'être les hommes forts dans leurs zones, les maîtres des lieux, bien que la question de leur départ soit au centre de tous les débats. Arrêtons-nous à certains faits, notamment les actions d'envergure que mènent les commandants de zone pour le développement dans leurs localités. Ces actions qu'il faut louer, ne sont cependant pas anodines. Les com-zones comptent bien en tirer quelques profits. A Korhogo par exemple, Fofié Kouakou s'est taillé une réelle réputation de bâtisseur. Il est bien souvent cité en exemple dans les milieux des Forces nouvelles, pour les actions de développement qu'il mène dans sa zone. Le dernier fait de Fofié est édifiant : l'homme a récemment équipé les com-secteurs de sa zone en matériel de télécommunication d'un coup de 32 millions de fcfa. Fofié Kouakou a par ailleurs souligné qu'un lot de matériel de locomotion destiné à ses com-secteurs est stocké au Port d'Abidjan. « C'est pour donner un signal fort que nous sommes vraiment disponibles et disposés à oeuvrer pour la sortie de crise définitive. Il appartient maintenant à nos supérieurs hiérarchiques de faire mieux en nous appuyant », a déclaré l'homme fort de Korhogo. Message clair, qui exprime tout, sauf la volonté du commandant de la zone 10 des Forces nouvelles de céder sa place. En tout cas, par pour maintenant. Après un investissement de ce genre, estimé à plusieurs millions de nos francs, la passation des charges devient le dernier des soucis. C'est un signal fort, comme Fofié l'a dit lui-même, qui dénote clairement une envie de rester à son poste et continuer l'oeuvre. Des Fofié, il y en a dans les différentes zones des Forces nouvelles. Les commandants se débattent comme ils peuvent pour passer de chef de guerre à agent de développement, à travers diverses réalisations. Une façon subtile, mais claire, de marquer les populations, et à la clé, se maintenir à son poste, en dépit de la passation des charges prévue avec le corps préfectoral.

**L'inter : Chérif Ousmane de retour après plusieurs mois d'absence « Je suis venu pour continuer le travail que nous avons commencé** Dès 08 heures, ce sont les admirateurs et les soldats du chef de la compagnie « guépard » qui ont pris d'assaut le corridor sur l'axe de Katiola, pour attendre l'arrivée de leur idole. Des sonorités musicales se mêlaient des coups de klaxon et des cris de joie ; et tout cela sous une impressionnante sécurité

assurée par des soldats des forces armées des forces nouvelles. Annoncé pour 10 heures, c'est finalement à 11 heures 20 mn que le commandant Chérif Ousmane a foulé le sol de Bouaké. Cette longue attente n'a nullement épuisé la population qui, dans un élan de ferveur totale, a suivi le cortège du commandant de la zone III de Bouaké, jusqu'au cinéma le capitole où il a livré ses premiers messages. « J'étais pressé en tout cas de retrouver cette population, cette vaillante population (...) Je suis heureux donc de retourner à la base et de retrouver aussi mes amis, tous mes amis commandants de zone, tous les collaborateurs, les com-secteurs ; en tout cas tous les éléments qui, je sais, à un moment donné s'impatientaient. Je suis venu pour continuer le travail que nous avons commencé », a-t-il lâché d'entrée de jeu. Devant tous ses frères d'armes présents, dont les ministres Tuo Fozié, Koné Messemba et les commandants docteur et Famoussa, le patron de la compagnie « guépard » a recommandé plus de cohésion entre les forces nouvelles. « Souvent les jeunes peuvent se tromper et ce sont les grands frères (Ndlr : Messemba et Fozié) qui doivent les ramener à la raison (...). Les grands frères doivent oeuvrer pour ramener l'unité au sein des forces nouvelles, nous en avons besoin » a-t-il martelé. Et de poursuivre en jetant un regard rétrospectif sur le début difficile de leur lutte qui devrait raffermir leur entente. « Il faut qu'ils se rappellent des moments difficiles, les moments où on n'avait rien ; si aujourd'hui on arrive à s'habiller et si aujourd'hui, je pense qu'on arrive à se débrouiller pour pouvoir nous nourrir, n'oublions pas hier. Parce que dans la difficulté, dans le malheur hier, nous étions très solidaires. Si aujourd'hui nous avons un peu, ne nous divisons pas », a-t-il conseillé. Demandé à lever un pan du voile sur la maladie qui l'a éloigné de sa base, le patron des guépards a observé le mutisme car, pense-t-il, « le plus important, Chérif Ousmane est arrivé en bonne santé et il a donc retrouvé la zone. » Aussi a-t-il tenu à remercier le Premier ministre Guillaume Soro et le commandant Touré Hervé de la zone II de Katiola pour leur soutien. En son absence, l'application des accords politiques de Ouagadougou a connu quelques piétinements, notamment sur le volet de la passation des charges entre les commandants de zone et les autorités préfectorales. Là-dessus le commandant de la zone III de Bouaké a bien voulu réitérer son engagement pour le processus de sortie de crise. « Si je peux ajouter quelque chose pour que tout aille au mieux, je le ferai